

Journal des guerres de l' Otan

Février 2013

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

L'OTAN se prépare à militariser l'Arctique

La vice-présidente du conseil suédois de la Paix et membre du conseil d'observation du réseau global contre les armes et les essais nucléaires dans l'espace, Agneta Nordberg a avoué dans une interview à *La Voix de la Russie* qu'elle était très préoccupée par l'intention de l'OTAN de militariser l'Arctique.

Les manœuvres annuelles de grande envergure qui se déroule sur le territoire des pays scandinaves témoignent de l'expansion de l'OTAN dans la région.

Mme Nordberg est également préoccupée du déploiement de radars américains du système de défense antimissile près des frontières de la Russie.

http://french.ruvr.ru/2013_01_30/L-OTAN-se-prepare-a-militariser-l-Arctique/

Le secrétaire américain à la Défense, Léon Panetta a exhorté l'OTAN à cibler " la menace que représente désormais les miliciens islamistes" .

L'équipe du site Al Manar

Dans un discours au collège Kings de Londres, Panetta a affirmé: " L'Otan ne peut pas se concentrer sur une seule mission, se consacrer à barrer l'offensive

d'une superpuissance ou stabiliser un Etat comme ce qu'elle fait en Afghanistan".

Et de poursuivre: " Nous devons nous tenir prêts pour pouvoir intervenir à grande échelle avec rapidité et flexibilité .

L'Otan doit avoir un modèle rotatoire propre à créer des bases opérationnelles là où il y a une ligne de front.

Elle doit pouvoir former les soldats rapidement pour faire face aux terroristes".

Et d'ajouter: " Les terroristes qui veulent cibler les intérêts américains doivent savoir qu'ils auront une marge de manœuvre réduite. I

ls ne pourront pas se cacher ni en Algérie ni dans le nord de l'Afrique ni ailleurs".

Panetta tout en promettant de poursuivre ses efforts pour aider l'Algérie à résoudre sa crise d'otage a réitéré que dans sa nouvelle stratégie ,

les Etats Unis se concentreront sur la région de l'Asie -Océanie.

Interrogé sur la crise des otages en Algérie, il a déclaré dans une interview sur la BBC que "les Etats-

Unis prendraient toutes les mesures nécessaires pour protéger leurs ressortissants contre la menace des groupes affiliés à Al-Qaïda au Maghreb". "Est-ce que cela implique d'assister les autres avec des opérations militaires, est-ce que cela implique de mener des opérations en coopération là-bas, ce sont des sujets qui, je pense, doivent être encore tranchés", a ajouté M. Panetta, qui effectue actuellement une visite à Londres.

"Notre but est de nous assurer que quel que soit l'endroit où Al-Qaïda essaiera de se cacher nous l'empêcherons d'établir une base et nous l'empêcherons de mener des actions terroristes", a-t-il expliqué. "Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour protéger nos concitoyens", a-t-il assuré.

Le secrétaire américain à la Défense a souligné que les Etats-Unis étaient préoccupés par l'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique, NDLR),

ce groupe affilié à Al-Qaïda qui se trouve dans cette partie de l'Afrique.

Il a rendu hommage à l'action au Mali de la France qui a pris l'initiative de tenter de bloquer l'Aqmi.

Nous essaierons de l'aider dans cet effort comme le font d'autres pays, a-t-il indiqué.

Les alliés de l'OTAN sont priés de se montrer généreux

A la veille de la nouvelle, la 49ème, conférence internationale sur la sécurité qui s'est ouverte à Munich, le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a présenté à Bruxelles le rapport d'activité de l'Alliance pour 2012. Et si la première question de l'ordre du jour de la conférence de Munich était, nonobstant le caractère traditionnellement militaire des débats, la crise de la zone euro et l'avenir de l'UE, le rapport présenté par le SG de l'OTAN était principalement centré sur la question d'argent

et notamment sur les contributions des alliés européens au budget du plus grand bloc militaire de la planète. Rasmussen a fait remarquer avec une pointe d'irritation en

commentant les données de son rapport : « *Qu'on se concentre sur la stabilisation économique ne fait pas disparaître les grands défis à la sécurité au XXIème siècle*

qui sont la piraterie, le terrorisme, les guerres cybernétiques et la prolifération des armes d'extermination massive. » D'ailleurs, les appels et les mises en garde du SG

ont peu de chances de produire un effet magique sur les Européens, - estime le vice-directeur de l'Institut des États-Unis et du Canada et général en retraite Pavel Zolotarev :

« *Les dépenses militaires des membres européens de l'OTAN ne cessent de baisser ces dernières années,* - précise l'expert militaire.

Cela concerne même les membres nouveaux de l'Alliance qui se sont engagés à accroître leurs crédits alloués à la défense au moment d'adhérer à l'OTAN. Ce sont

les États-Unis qui supportent le fardeau financier principal et les Européens sont réticents à payer plus malgré les demandes de Washington et les appels de M. Rasmussen.

Enfin, confrontés aux difficultés économiques, les Américains seront à leur tour obligés de revoir en baisse leur contribution à l'OTAN. » Mais il existe un autre aspect

de ce problème à savoir qu'en novembre dernier les ministres de la défense de France, d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne et de Pologne ont signé à Paris un communiqué

proposant de créer au sein de l'UE des structures susceptibles de planifier et de réaliser des opérations militaires à l'échelle de l'UE. Le sommet de l'UE consacré à la défense

aura lieu au décembre prochain. La volonté d'une autonomie militaire manifestée par l'UE est commenté pour *La Voix de la Russie* par l'expert allemand en sécurité

Stefani Weiss : « *Il n'est pas normal qu'on soit obligés de rester dans le sillage des Américains en politique extérieure et de défense tout en ayant une monnaie et*

un espace économique unique. D'un autre côté, les Américains ont pendant longtemps pensé que l'autonomie de l'Europe s'assimilait à l'affaiblissement de l'OTAN.

Mais les choses ont changé depuis et nous sommes tout simplement à court d'argent. »

Les ministres de la défense des pays de l'OTAN sont sans doute des gens généreux mais il y a un hic, l'argent qu'on leur demande ne leur appartient pas.

http://french.ruvr.ru/2013_02_01/Les-allies-de-l-OTAN-sont-pries-de-se-montrer-generoux/

Une Suisse indépendante, sûre d'elle, neutre et cosmopolite ne se trouve pas à l'écart !

Le secrétaire général de l'OTAN, A.F. Rasmussen, a tenu un discours à l'université de Zurich (cf. la « Neue Zürcher Zeitung » du 23/11/12), disant que la Suisse devrait coopérer avec l'OTAN afin qu'elle ne se trouve pas à l'écart. Cette opinion doit être contestée.

5 février 2013

Le monde est bouleversé. Un nouvel ordre mondial est en train de se développer. On ne sait pas comment cet ordre va se présenter. Dans l'idéal, il sera composé de quelques grandes puissances qui contribueront à un équilibre global des forces, comme c'était le cas en Europe durant quelques siècles. Les USA resteront une des grandes puissances. La Russie va éventuellement s'y joindre à nouveau. Il serait souhaitable que la Chine aussi appartienne à l'illustre cercle. Avant, elle doit encore résoudre ses immenses problèmes intérieurs, autrement elle va s'y briser. Les moyennes puissances existantes ou éventuellement naissantes comme par exemple le Japon, l'Inde, le Brésil, l'Australie, l'Afrique du Sud auront assez de poids pour se faire écouter dans le cercle restreint. Aujourd'hui, on ne sait encore si, dans la politique internationale, l'Europe deviendra une puissance autonome, à prendre au sérieux, ou si la plupart de ses Etats continueront à tourner comme planètes autour du soleil américain.

L'OTAN et ses « valeurs » indéfinies

Tous ces grands Etats et tous les autres, moyens et petits, non mentionnés ici, sont des centres de pouvoir, ce sont des partis qui poursuivent sur la scène mondiale leurs propres intérêts. L'OTAN est l'instrument du pouvoir d'un grand parti, certes, mais justement seulement un de ces partis. Elle doit imposer les intérêts des USA et, dans la mesure où cela est compatible avec leurs exigences, généralement ceux de l'Ouest. Elle le fait, comme nous l'avons vu, aussi en faisant la guerre, dont Monsieur Rasmussen avance des raisons sublimes à titre de justification : défendre et diffuser notre sécurité et nos valeurs – la liberté, la démocratie et le respect pour les droits de l'homme – protéger la population civile en Lybie, libérer l'Afghanistan, donner la main aux peuples libérés du Moyen Orient, soutenir le développement pacifique du Kosovo etc. Selon Rasmussen, l'OTAN doit être prête à s'engager au-delà des frontières du monde occidental.

La gamme définissant ces « valeurs » est énorme. Selon les intérêts des USA et de l'Occident (menace contre les sources de pétrole jaillissantes ou annexion insidieuse d'un pays par son voisin, cela étendu à des décennies) les arguments comme les droits de l'homme, la libre détermination des peuples, la protection de la population civile etc. sont invoqués comme justification de l'intervention, ou alors on ferme les yeux.

Il est évident que cette politique est en conflit avec les intérêts des autres partenaires sur la scène mondiale. Ainsi par exemple la Russie a clairement dit que la politique de sécurité de l'OTAN est ressentie comme une menace et elle a menacé de prendre des mesures militaires. Et dans le journal dirigeant du parti communiste chinois « Global Times », on pouvait lire en novembre 2011, même si ni les USA ni la Chine ne voulaient déclencher une guerre, « qu'un conflit militaire serait inévitable, au cas où les intérêts centraux de la Chine seraient violés » (« if China's core interests such as its sovereignty, national security and unity are intruded on, a military conflict will be unavoidable »). C'est pourquoi la Chine s'arme si massivement. Quant au pouvoir d'achat, ses dépenses pour la défense dépassent déjà celles des USA.

La Suisse, le pays pacifique, neutre, mais vaillant

Probablement que peu de Suisses sont conscients de l'opinion positive sur notre pays qu'ont la plupart des êtres humains partout dans le monde. Ils devinent les vrais motifs des Etats. Ils savent que derrière chaque intervention militaire se trouvent des intérêts particuliers musclés, et c'est pourquoi ils rendent hommage à la Suisse, un pays pacifique et neutre, dont le peuple est disposé à défendre son indépendance et ses valeurs. Lorsqu'un architecte chinois d'environ 55 ans a demandé à l'auteur, il y a quelque temps, dans le métro de Beijing, d'où il venait, il s'est écrié : « Oh, les Suisses, le pays le plus pacifique au monde, mais où chaque homme et chaque femme sont prêts à défendre l'indépendance et la liberté. » Quasi chaque chauffeur de taxi est enthousiaste quand il entend que le passager est Suisse. Beaucoup d'entre eux sont conscients du fait que la paix mondiale serait acquise si tous les pays suivaient notre politique étrangère exemplaire : Fondamentalement ne jamais participer à des guerres, mais si l'on est soi-même attaqué, lutter résolument.

Quelle politique étrangère notre pays doit-il poursuivre dans cette phase de bouleversement ?

Nous disposons d'un système démocratique unique au monde et d'un pays magnifique qui fonctionne bien. Avec la moitié de la population de Beijing, sans matière première et sans accès à la mer, nous sommes une des puissances économiques de premier plan. La Suisse doit et peut se présenter sur la scène internationale comme un pays indépendant, strictement neutre, sûr de lui (mais pas présomptueux ni arrogant), ouvert à tous les côtés et s'engageant pour la paix.

Comme détenteur des transversales alpines, nous tenons en main un élément d'importance stratégique à l'échelon européen. Avec les Alpes, nous avons en outre une forteresse militairement facile à maintenir. Notre devoir est de maintenir notre pays avec tout ce qu'il représente, aussi son indépendance et son intégrité territoriale, y compris la desserte centrale européenne nord-sud, aussi dans l'intérêt de l'Occident et surtout de l'Europe, avec une défense nationale puissante constituée de notre propre force. Cette liberté de lien à l'une ou l'autre des parties nous donne un statut très spécial dans le monde. La Suisse peut être active sur la scène globale là où d'autres ne sont pas admis à cause de leur liens, ou même parce qu'ils pourraient déclencher un conflit.

Si l'on en croit les déclarations du secrétaire général de l'OTAN, il veut pousser la Suisse à intensifier davantage le dialogue et la coopération avec l'OTAN. Nous ne devons pas le permettre ! Cela ne correspond ni à notre image de notre Etat ni au devoir de la Suisse dans le monde.

Gotthard Frick

Source : <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3784>

Les nouvelles guerres coloniales de l'impérialisme occidental, en Afrique et au Moyen Orient

Contrairement à ce que les médias ont réussi à faire croire à une bonne partie de l'opinion, l'impérialisme occidental est une réalité planétaire depuis plusieurs siècles.

° Jusqu'au milieu du 20ème siècle, l'impérialisme occidental avait le visage des empires coloniaux. Les métropoles coloniales, industrialisées, se procuraient à bas prix les matières premières nécessaires à leurs usines dans leurs colonies, et leur interdisaient tout développement économique autonome.

° Les empires coloniaux ont disparu vers 1960, mais les rapports d'inégalité entre puissances impérialistes et pays sous-développés, soumis économiquement, politiquement, et parfois militairement, ont persisté. Indépendants en théorie, la plupart des pays d'Afrique ou d'Asie n'étaient que producteurs de matières premières au service de l'Europe et des USA, et livrés de ce fait à la pauvreté, au chômage et à l'émigration. Les maîtres occidentaux ont même cru en 1990 que la disparition de l'URSS signifiait « la fin de l'histoire » en leur faveur, et le règne sans partage de l'impérialisme occidental.

° Mais depuis le début du 21ème siècle, l'impérialisme occidental est en crise, par un effet pervers de cette loi du marché qui est pourtant son credo essentiel. La flambée du cours des matières premières, les mutations démographiques, ont amené l'apparition de nouvelles puissances dites émergentes, comme Chine, Brésil, Inde, Russie, etc..., qui concurrencent les firmes occidentales en Afrique ou Asie. De nombreux pays, autrefois colonisés, se révèlent capables de devenir à leur tour des puissances industrielles moyennes : c'était le cas au Moyen Orient, de l'Irak ou l'Iran.

° La riposte de l'impérialisme occidental est, depuis dix ans, une vague ininterrompue de guerres déclenchées par les occidentaux, avec pour objectif d'imposer aux pays qui exprimaient une volonté d'indépendance des dirigeants soumis aux choix de l'impérialisme, pour leur interdire le développement économique industriel et agricole.

° L'exemple le plus parfait fut la guerre menée par les USA et l'OTAN contre l'Irak, en 1991, et finalement en 2003. L'objectif est atteint : le pays est ruiné pour vingt ans, livré aux haines tribales et religieuses, et redevient un simple fournisseur de matières premières, notamment de pétrole aux firmes occidentales.

° La plus récente de ces guerres impérialistes est la conquête de la Libye en 2011 par l'OTAN, avec aux premiers rangs la France de Sarkozy et les émirs pétroliers du Qatar. **Le résultat est identique : ce pays est aujourd'hui livré aux exactions de groupes armés concurrents, à base ethniciste ou intégriste, et pourvu de dirigeants pro-occidentaux prêts à le maintenir dans un statut de fournisseur exclusif**

de pétrole aux sociétés occidentales. Les projets antérieurs de développement d'une économie industrielle autonome ne sont plus d'actualité.

° Conséquence directe de la guerre occidentale en Libye, l'explosion du Mali, cet Etat africain grand deux fois et demie comme la France. Toute la partie nord saharienne, les deux tiers du pays, sont aux mains de mercenaires touaregs autrefois au service de Kadhafi, devenus indépendantistes avec le soutien du Quai d'Orsay, et d'islamistes radicaux financés et armés par le Qatar et Arabie Saoudite, sous le regard compréhensif du parrain étasunien, qui voit dans tout cela la possibilité de contrôler enfin le Sahara et ses richesses minérales. Il serait inacceptable que la France ou les USA profitent du malheur malien pour se réinstaller au Sahara militairement (bases et troupes) et économiquement, comme à l'ancienne époque coloniale.

° La plus grave peut être des ingérences impérialistes est le soutien massif, financier et militaire, apporté aux insurgés syriens, et notamment aux intégristes qui sont les plus actifs parmi eux. **La guerre qui ravage ce pays depuis un an n'est pas simplement une lutte féroce entre partisans du régime et opposants insurgés, mais une intervention de puissances étrangères comme les USA, la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, avec pour objectif avoué de mettre en place à Damas des dirigeants à leur dévotion.** Et malheureusement les dirigeants socialistes de la France leur emboîtent le pas en prônant une zone d'exclusion aérienne, comme cela s'est fait en Libye : un véritable acte de guerre, qui peut avoir des conséquences imprévisibles. Le but des pouvoirs occidentaux est bien de décider à la place des Syriens, seuls habilités à le faire, de qui dirigera le pays : ils ne pardonnent pas au régime de Damas de soutenir la résistance palestinienne à Gaza et au Liban, et d'être l'allié de l'Iran.

° **Car le projet guerrier lié à la subversion de la Syrie est la mise au pas de l'Iran, puissance émergente qui projette de développer ses industries grâce aux énergies nucléaires et pétrolières, et à l'alliance avec Russie, Chine et autres concurrents de l'Occident. Les dirigeants colonialistes israéliens, chiens fous de l'impérialisme US, qui possèdent plus de 200 ogives nucléaires, ne cessent de claironner leur volonté de bombarder les sites nucléaires iraniens avant novembre 2012, au risque d'embraser toute la région, et de déclencher un conflit mondial.**

° Il est temps donc de lutter résolument pour stopper cette offensive de l'impérialisme occidental, qui mène le monde droit au gouffre d'un conflit régional ou planétaire.

° Et pour cela, nous devons tout d'abord éviter les pièges de l'impérialisme, ne pas prendre les prétextes pour les causes. Le caractère autoritaire de dirigeants comme Saddam Hussein en Irak, Kadhafi en Libye, Assad en Syrie, ou les mollahs dans la théocratie iranienne, ne sont que les prétextes hypocrites des guerres impérialistes. Les Occidentaux et leurs comparses du Qatar et Saoudiens n'ont d'ailleurs aucun scrupule à utiliser, pour réaliser leurs objectifs, les terroristes intégristes les plus fanatiques et réactionnaires, qu'ils dénoncent par ailleurs à grands cris, au nom des droits de l'homme et des femmes.

° Autre ruse hypocrite de l'impérialisme occidental, c'est la manipulation partout des séparatismes, ethnicismes, des revendications touaregs au Sahara, des Sunnites en Syrie contre les Alaouites et les Chrétiens syriens, etc...

° Un dernier point enfin : on ne peut que regretter la faiblesse des réactions anti-impérialistes en France. Cela tient à la fois au matraquage médiatique de l'opinion (la désinformation par les télévisions à propos de la guerre en Syrie est effarante), et à l'opportunisme d'une bonne part des partis et mouvements de gauche, soumis à un PS fidèle à l'OTAN et à l'impérialisme.

Il est temps, ensemble, de redresser la barre.

Francis Arzalier

http://www.collectif-communiste-polex.org/bulletin/bulletin_97_art1.htm

L'art de la guerre

La « sécurité » de l'empire

Manlio Dinucci

Heureusement que dans un monde aussi dangereux il y a quelqu'un qui pense à notre sécurité. C'est ce que font les influents représentants qui se retrouvent à Munich pour l'annuelle Conférence internationale sur la sécurité. A l'édition 2013 (1^{er}-3 février), à laquelle ne pouvait manquer le ministre de la défense (italien) Di Paola[1], c'est Joe Biden, vice-président des Usa, qui trace les lignes directrices. Avant tout

la déclaration de principe : « Nous n'admettons pas qu'une nation, quelle qu'elle soit, ait sa sphère d'influence ». Principe que Washington considère comme sacro-saint pour tous les pays, sauf les Etats-Unis. Ils ne l'appellent cependant pas influence, mais *leadership*. Comme celui que les Usa exercent avec la motivation de la lutte contre la menace terroriste qui –prévient Biden- est en train de se répandre en Afrique et au Moyen-Orient, en prenant pour cible « les intérêts occidentaux outre-mer ». A ce sujet les Usa « applaudissent » l'intervention de la France au Mali, en lui fournissant renseignement, transport aérien de troupes et approvisionnement en vol des chasseurs bombardiers. L'Europe demeure un partenaire indispensable des Etats-Unis dans le cadre de l'Otan, qui s'élargira encore en incluant la Géorgie et des Etats baltes. En Afghanistan, précise Biden, l'Europe a fourni 30 mille soldats et dépensé 15 milliards de dollars. En Libye, grâce à l'Europe, « l'Otan a agi de façon rapide, efficace et décidée ». **C'est maintenant le tour de la Syrie : les Usa ont dépensé 50 millions de dollars pour l'assistance militaire aux « rebelles », à quoi s'ajoutent à présent 365 millions comme « aide humanitaire », dans le cadre d'une allocation qui, avec la contribution européenne, monte à un milliard et demi de dollars.**

Un autre objectif est l'Iran vers qui –clarifie Biden- les Usa, avec l'Europe, adoptent non pas une politique de *contenaint*, mais une action pour empêcher que ne se développe « le programme nucléaire illicite et déstabilisant ». Prêche qui vient du pupitre de celui qui possède des milliers d'armes nucléaires et, il y a deux mois à peine, a effectué un autre test nucléaire pour en construire de nouvelles. Mais il y a bien autre chose à l'horizon. Grâce à la plus grande alliance militaire du monde –explique Biden- les Etats-Unis sont une puissance atlantique mais, comme l'indique la nouvelle stratégie, ils sont en même temps une « puissance du Pacifique ». Dans la région Asie/Pacifique se trouve l'autre puissance, la Chine : les Usa veulent qu'elle soit « pacifique et responsable » et qu'elle « contribue à la sécurité globale », évidemment telle qu'elle est conçue à Washington, à savoir fonctionnelle pour le système politico-économique occidental dominé par les Etats-Unis. Le déplacement du centre focal de la politique étasunienne de l'Europe au Pacifique –assure Biden- est aussi dans l'intérêt des alliés européens qui devraient y participer pleinement. Washington fait donc pression sur les membres européens de l' « alliance atlantique », déjà présents avec leurs navires de guerre dans l'Océan Indien, pour qu'ils ouvrent de nouveaux fronts encore plus à l'est, dans le Pacifique.

Argument qui, dans le « débat politique sur l'Europe », est absolument tabou.

Edition de mardi 5 février 2013 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20130205/manip2pg/14/manip2pz/335516/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

[1] Le ministre dit de la défense français J-Y. Le Drian y était « attendu » aussi, avec son collègue ministre des affaires étrangères, Laurent :

<http://www.ambafrance-de.org/Laurent-Fabius-et-Yves-Le-Drian-a>

Curieusement, cette visite attendue n'a fait l'objet d'aucun compte-rendu ou communiqué officiel ou médiatique accessible du moins sur Internet.

A propos de Laurent, ministre des affaires étrangères français, voir aussi : « *Laurent Fabius refuse de prononcer le nom de famille du président syrien* ».

<http://www.voltairenet.org/article177273.html>

On peut suivre sa consigne en la lui appliquant à lui aussi (NdT pour la version française).

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19